

André Laignel : « La réforme, magouille et carambouille »

■ Hier à Chécy, devant près de 300 personnes, le secrétaire général des Maires de France a démonté la réforme des collectivités et son volet fiscal, la suppression de la TP.

André Laignel est en répétition. En répétition avant le congrès annuel des maires de France. Il l'a dit lui-même hier à Chécy près d'Orléans. L'ancien ministre et maire d'Issoudun est, entre autres, secrétaire général de l'AMF (Association des maires de France) et président de l'observatoire des finances locales. Autant dire que le Parti socialiste l'envoie en première ligne à l'heure où les projets de réforme territoriale font l'effet, selon lui, « d'une batterie de texte, un tsunami sur la tête des collectivités locales avec pas moins de sept textes ».

Hier soir, Philippe Froment, maire de La Ferté-Saint-Aubin, en tant que président de l'UDSER (Union départementale des élus socialistes et républicains) avait convié les élus justement à s'informer et à débattre des deux thèmes qui agitent le Landerneau, la suppression de la taxe professionnelle (TP) et l'avenir des collectivités territoriales. En préambule à la réunion qu'il a animée aux côtés de François Bonneau, le président de région, et de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, André Laignel a réfuté un à un l'argumentaire de Nicolas Sarkozy. Globalement, pour lui, « c'est une campagne de

dénigrement des élus locaux ». Trop de niveaux, le fameux mille-feuille ? « Sauf trois d'entre eux, les pays de l'Union européenne ont tous trois niveaux de collectivités comme nous... Nous avons la chance d'avoir 500.000 élus qui, pour 90 % d'entre eux, sont bénévoles. » Quant aux budgets des collectivités : « Nous sommes à 11,3 % des dépenses du PIB contre 12,7 % dans l'Union. »

Etouffement financier

Inspirée du rapport Balladur qui parlait « d'évaporation des départements et des régions », la réforme en gestation, pour le maire d'Issoudun, correspond à une « recentralisation ». Il n'hésite pas à parler de « magouille électorale et de carambouille financière ». Et il pointe du doigt l'outil, la refonte de la TP qui est « un étouffement financier et une réduction des libertés ». Même sur 2010 : pour l'an prochain, le gouvernement avait promis de compenser au centime près. Seulement voilà, la dotation sera référencée sur 2008 et non sur 2009. Résultat : 800 millions de différence. « Sur Chécy, cela représente un différentiel de 1,1 million d'euros », illustre le maire PS, Jean-Vincent Vallies. Ce thème des collectivités territoriales qui fera les choux gras du congrès de l'AMF est-il un piège de campagne régionale tendu au PS par Nicolas Sarkozy ? Ou au contraire un bon angle d'attaque à gauche ? Réponse en mars...

Ch. B.